

La règle d'or (ou dors, l'enfant dors...)

Nous y voici, donc...

Le duo Merkel Sarkozy s'est mis d'accord sur la stratégie supposée sauver l'Europe et l'euro: Un nouveau traité! Mais que doit proposer ce nouveau traité ? Une constitutionnalisation de la « règle d'or » déjà formulée dès Maastricht : pas plus de 3% de déficit public et un endettement plafond de 60% du PIB, et surtout l'application de sanctions automatiques à l'égard des pays qui ne la respecteraient pas.

Nombreuses sont les personnes qui conçoivent cette décision comme nécessaire et juste. Après tout ne faut-il pas se protéger des « tricheurs » comme la Grèce ? Pourquoi devrait-on payer pour ces pays qui vivent au dessus de leurs moyens ? Un peu de discipline dans tout cela ne fera pas de mal, n'est-ce pas ?

Vous commencez à me connaître, j'aime bien regarder les choses au delà de leur apparence.

La période des années 1970 a été celle des prêts massifs octroyés aux pays qui sont alors passés de la désignation de pays pauvres à celui de pays en voie de développement. Car le prétexte fort noble s'ancrait officiellement dans le désir d'aider ces pays à se développer économiquement. La technique mise au point par les États Unis et relatée plus tard par le « repentant » John Perkins dans son livre « mémoires d'un assassin financier » cachait un but moins philanthropique qui consistait en ceci :

- Approcher les gouvernants d'États préalablement ciblés en raisons de leurs ressources naturelles ou d'enjeux géopolitiques et de leur proposer un programme ambitieux d'investissements sensés leur permettre de jouer dans la cour des grands.(l'exécution des projets devait être confiée aux entreprises américaines de sorte que les pays bénéficiaires ne voyaient pas la couleur de l'argent emprunté, sauf une petite partie qui se retrouvait sur les comptes en Suisse des ministres et gouvernants coopératifs)
- De faire en sorte de les conduire au sur-endettement, ce qui fut assuré d'une part par des programmes trop lourds et surtout par l'explosion des taux d'intérêts dès le début des années 80
- De les mettre ainsi en position de ne plus pouvoir rembourser et de justifier ainsi l'intervention du FMI se traduisant par de nouvelles « aides » accordées, n'ayant que pour but de permettre le paiement au moins des intérêts contre de « justes » mesures d'ajustement structurel... Entendez par là que puisque ces États bénéficiaires des largesses des pays riches s'étaient montrés incapables d'honorer leurs engagements, il devenait salutaire pour tous qu'on leur apprenne à le faire.
- Ouverture des frontières aux investisseurs étrangers, libre circulation des capitaux, réduction des dépenses publiques, suppressions des aides à l'agriculture, à l'enseignement, privatisations, orientation de leur économie à l'exportation au détriment des besoins de base devant être couverts par des importations, bradage des ressources naturelles aux multinationales étrangères, etc... etc... Bref mise totale sous tutelle au bénéfice de quelques uns au nom de la dette.

Le banc d'essai étant concluant pourquoi ne pas passer au plat de résistance? les pays riches. IL y a là tellement plus d'argent à se faire et de pouvoir à acquérir. Un simple copier-coller suffit:

- Endetter massivement les peuples: je rappelle pour ceux qui ne le savent pas ou qui l'auraient oublié que depuis 1971 la monnaie existe EXCLUSIVEMENT sous forme de dette. Car depuis que la monnaie a été totalement dématérialisée, il faut la « créer » pour qu'il y en ait. Ceci se fait par un simple jeu d'écriture comptable au moment où une personne, une entreprise, une collectivité locale, un État, a un besoin d'argent et emprunte. Ces doctes personnes qui aujourd'hui nous culpabilisent avec la dette ignorent-elles donc ou oublient-elles que sans dette dans notre monde il n'y a pas d'argent?
- Faire en sorte de conduire au sur-endettement: par une incitation permanente à la consommation, par l'application systématique de l'obsolescence programmée de nos produits obligeant au remplacement fréquent, par l'accès au crédit facilité et bon marché, par l'abaissement progressif des revenus du travail grâce à la mise en concurrence de la main d'œuvre sous l'effet de la mondialisation, perte de revenus compensée par le crédit; par l'interdiction faites aux États en Europe de pouvoir se financer directement et gratuitement auprès de leur Banque Centrale, par les cadeaux fiscaux faits aux plus riches ce qui provoque un déséquilibre budgétaire... etc etc...
- Nous voici parvenus à la phase 3: constat que la plupart des États ne sont plus en position d'assumer leurs engagements et de rechercher de nouvelles aides auprès des « marchés » contre de justes ajustements structurels. Il faut rassurer les marchés! faute de quoi les agences de notations vont dégrader notre note ce qui rendra de nouveaux emprunts, soit irréalisables soit trop coûteux, chaque dégradation se traduisant par une augmentation sensible du taux d'intérêt. Mais pourquoi faudrait-il ré emprunter direz-vous ? Parce que le niveau de dette auquel nous sommes parvenu est tel que le total remboursement en capital n'est plus possible. Le but est, comme pour les pays pauvres, de faire en sorte que l'on ait juste assez pour garantir le paiement des intérêts, autrement dit une rente éternelle.
- Les prémices à la phase 4 consistent donc à préparer l'opinion publique aux sacrifices que la « légèreté des peuples » a rendu incontournable et à constitutionnaliser les règles au nom desquelles il ne deviendra plus possible de s'opposer aux nationalisations, au détricotage des filets sociaux et à l'ingérence d'autorités extérieures dans nos affaires.. Bref, une totale mise sous tutelle de la haute finance internationale. Une colonisation sans occupation, uniquement par tenue en laisse.

Pourrait-on faire autrement ? Les larmes versées par la ministre italienne à l'environnement en disent long. On y lit la résignation et la rage impuissante d'une personne, pourtant membre d'un gouvernement sensée avoir des manettes pour agir. Elle est comme la plupart d'entre nous, enfermée dans la fausse croyance que si l'on manque d'argent il faut l'emprunter à ceux qui en ont contre une juste rémunération, l'intérêt. Elle a oublié ou elle ignore comme tant d'autres que la monnaie moderne est une simple écriture sans valeur propre, créée par la seule volonté humaine. Elle ignore ou elle a oublié que ce sont les précédents traités européens qui ont ôté aux États la possibilité d'émettre leur propre monnaie sous la pression de l'Allemagne, incapable de surmonter le traumatisme de l'hyper inflation qui l'a ravagée au début des années 20. Par ignorance ou par oubli, elle consent à se soumettre et à condamner son peuple aux même sort que celui de la Grèce. A ce propos je vous invite à regarder le témoignage d'un franco grec qui nous parle de ce qui se passe dans la vie des grecs en ce moment. http://www.dailymotion.com/video/xmpawn_temoignage-dimitri-assemblee-citoyenne-grabels_news?start=48#from=embed

Je crois qu'il est important que nous en prenions conscience, car c'est cela qui nous est promis au travers de mesures de « sauvetage » qui sont actuellement prises par nos dirigeants.(chaque fois que vous entendez le mot de sauvetage, entendez celui des intérêts des possédants au détriment des peuples qui ne voient rien de l'argent prêté)

Je suis étonné de voir combien nos concitoyens se passionnent pour les prochaines élections présidentielles, comme si nous avions quelque chose à en attendre! Comme le dit si bien Étienne Chouard dans ses conférences (vous pouvez en trouver sur le site de mon assoc : <http://aises-fr.org/261-videos-en-ligne.html> rubrique entretiens avec Étienne Chouard) , nous sommes dans un hideux travestissement de la démocratie qui utilise le suffrage universel pour tout légitimer. Si vous

voulez regarder les choses de plus près vous constaterez que les deux personnalités présentées comme présidentiables ont été pré sélectionnées, accompagnées dans leur carrière, médiatisées au point de conditionner notre esprit et que notre suffrage n'a d'autre but que de nous laisser croire que nous avons choisi notre dirigeant, alors que l'on ne fait que valider un choix fait par d'autres. Et puis, entre nous, en sommes-nous encore au stade de vouloir désigner un chef omnipotent sensé faire notre bonheur à notre place ? Est-ce comme cela que nous envisageons notre destin ?

Savez vous que l'Islande a refusé par référendum le remboursement de sa dette, a poussé le gouvernement à la démission et a élu une assemblée constituante afin de redéfinir sa constitution ? En en entendez-vous parler ? Est-ce commenté à la télé et dans les journaux ?

Vous souvenez-vous que le premier ministre grec Papaandréou s'est fait rappeler à l'ordre par la France et l'Allemagne ainsi que par le G 20 pour avoir osé proposer à son peuple un référendum sur le plan de « sauvetage » proposé à la Grèce par l'Europe et le FMI ? Allons depuis quand faut-il consulter les peuples ? On a vu ce que cela a donné avec la France en 2005

Savez-vous que :

- Mario Draghi, nouveau président de la BCE a été vice-président pour l'Europe de Goldman Sachs, la sulfureuse banque d'affaires américaine. Et qu'il a contribué au maquillages des comptes de la Grèce ?
- Loukas Papadimos nouveau chef du gouvernement grec a été gouverneur de la Banque de Grèce : poste qu'il occupait quand la Grèce s'est « qualifiée » pour l'euro, grâce aux comptes falsifiés avec l'aide de Goldman Sachs. Qu'il a été aussi vice-président de la Banque centrale européenne (BCE) et qu'il a été nommé sur pression de l'Union européenne et du G20 ?
- Mario Monti, enfin a été durant dix ans commissaire européen, qu'il est membre de la Trilatérale et du groupe de Bilderberg – selon Wikipédia – qu'il a été nommé conseiller international de Goldman Sachs en 2005 et que sa nomination est aussi le fruit de la pression exercée par l'Union européenne et le G20 ?

Voyez-vous dans tout cela une fibre démocratique quelconque animant nos politiciens, ou une obéissance aveugle à des intérêts où ils trouvent les leurs ? Ne voyez vous pas la dérive vers un totalitarisme financier de plus en plus décomplexé ?

Voilà ce qui se cache derrière ces mesures prises comme ça et présentées par tranche pour ne laisser voir qu'un bon sens apparent mais masquer aux yeux des peuples l'image finale du puzzle en construction.

Alors que faire ? Je ne peux parler que pour moi...

1. Ne jamais rester à la surface des choses telles qu'elles nous sont présentées et tâcher de comprendre les enjeux inavoués. Se méfier en particulier de tout ce qui nous est dit dans les grands media
2. Je vous le dis tout net; sauf grand changement, je n'irai pas voter. Pourquoi ? Pour deux raisons :
 - Parce que ne voyant dans les deux candidats pressentis que les instruments du pouvoir financier qui les manipule à leur corps défendant, je ne veux pas me résoudre à un vote de barrage en choisissant le « moins pire » à mes yeux. La vie vaut autre chose que du moins pire ou que des larmes de résignation.
 - Parce que le vote blanc n'est ni comptabilisé, ni commenté, donc inutile. En revanche l'absentéisme est compté et largement commenté. J'aimerais bien voir ce qui se passerait si 75% de la population boycottait les élections. « L'élu » aurait-il encore l'outrecuidance de se prévaloir d'une légitimité quelconque ?
3. Participer à la campagne « tous candidats » - <http://vimeo.com/30560463> - lancée par le mouvement des Colibris /Terre et Humanisme (Pierre Rabhi) Elle symbolise la décision des citoyens à reprendre en main leur propre destin, par leur action locale et par une remise en question profonde des modes de pensées qui enferment encore chacun d'entre nous et nous conduisent à alimenter sans le savoir les problèmes que par ailleurs nous déplorons.

Cela peut paraître dérisoire au regard des crises qui nous secouent, mais la clé n'est pas dans les gestes désordonnés que fait la personne en train de se noyer. Elle est dans l'abattement des murs de la prison mentale qui nous tiennent prisonniers. Car je suis conscient que TOUT est là, tout est prêt pour réaliser un monde de paix, de justice sociale, de suffisance matérielle et d'épanouissement pour tous. Il n'existe pas de qualitatif pour désigner l'absurdité qui condamne à la souffrance les peuples au nom d'un soi-disant manque d'argent dont l'existence ne dépend que de la volonté humaine. Autrement dit le génie humain est focalisé sur un vrai faux problème : Vrai parce qu'il a des conséquences réelles sur notre existence et sur la planète, mais faux car n'ayant pas plus de réalité qu'un mauvais rêve. Nous avons les ressources humaines, les connaissances, les technologies, les ressources naturelles si nous les gérons avec l'intelligence de vie, bref tout pour réaliser ce magnifique projet et nous l'évacuons d'un revers de main comme si nous avions plus urgent à résoudre, la dette ?

Mes amis ne nous laissons pas bernier, faisons le savoir par tous les moyens à nos élus et candidats, refusons l'inacceptable présenté comme incontournable et faisons chacun, là où on se trouve notre art de « colibri »

Amicalement
Philippe